

D'UN LIVRE À L'AUTRE

CIVILISATIONS
TRADITIONNELLES
ET CULTURE MODERNE
AU ZAIRE

Théophile Obenga vient d'enrichir ses « Archives culturelles d'Afrique Centrale » d'une nouvelle monographie consacrée aux groupes humains du Zaïre (1). Cette démarche complète l'essai de l'année dernière sur les Mbochis (2). Le « Zaïre », tout comme « La Cuvette congolaise », se veut original dans sa conception et refuse de rentrer dans une quelconque catégorie de sciences humaines (anthropologie, histoire, sociologie...) p. 7). C'est un livre de culture générale conçu pour le grand public. Cela ne nous interdit nullement de le lire ni d'y consacrer quelque réflexion ; parce que nous estimons que « le commun des mortels, celui qui a besoin de savoir pour connaître, avec simplicité » (p. 7) a aussi droit à un savoir actualisé surtout quand il s'agit d'une matière continuellement mise à jour. Les civilisations traditionnelles africaines en sont une. Dans le cas du Zaïre, depuis une dizaine d'années, de jeunes anthropologues, sociologues, linguistes, historiens et critiques littéraires comblent les lacunes ou corrigent les erreurs des études antérieures. Il nous semble que l'auteur a négligé cet aspect essentiel de l'ouvrage, comme le montrent certaines de ses descriptions sur les groupes ou sous-groupes ethniques. Nous en donnons un exemple au moment de l'analyse du chapitre cinq. Dernière remarque d'ensemble : l'ouvrage manque de bibliographie, sauf pour la partie traitant de la Préhistoire ; l'index serait plus utile au lecteur s'il comprenait également les noms d'ethnies, de localités et de personnages outre les noms d'auteurs cités.

Les quatre premiers chapitres (Aperçu géographique – Aperçu préhistorique – Paléontologie linguistique – Fondements humains du peuple zaïrois. Vue

générale), ramassés sur une quarantaine de pages, constituent une excellente introduction au reste du livre.

Les meilleures pages de l'Aperçu géographique concernent les ressources minières. Elles brossent l'état actuel de l'exploitation du sous-sol zaïrois. Mais certains passages de ce chapitre paraissent tirés d'un vieux manuel : la superficie du pays reste comparée à celles de la Belgique et de la France (p. 9), le Rwanda-Urundi est signalé à la frontière Est (p. 9) et enfin la remarque sur la localité de Nyangwe (p. 12) laisse supposer qu'une colonie arabe y réside encore de nos jours (3). Le lecteur zaïrois pardonnera l'usage d'anciens noms pour certaines localités : p. 11, Albertville (Kalemie) ; p. 12, Stanley-Falls (Chutes Ngaliema). Paulis (Isiro) et à la page 17, Parc National Albert (Parc National des Virunga).

La préhistoire est un des thèmes préférés de l'auteur parce qu'à travers elle il retisse la toile de fond de la culture africaine, son unité millénaire remontant jusqu'à l'Égypte antique. Ainsi, l'auteur parle des harpons d'Ishango (sur les bords du lac Idi Amin) qui sont la source possible des harpons en os du Soudan et du Sahara, y compris le prédynastique égyptien (pp. 30-31). Il fait remarquer également que la civilisation de la « dimple based pottery » (4) s'est répandue pratiquement de l'océan Indien à l'océan Atlantique (p. 31). Il est certain que l'on n'a pas encore exploité à fond le rôle d'auxiliaire que joue la préhistoire pour la compréhension ou l'interprétation de certains phénomènes historiques. Mais, la profondeur des « Antiquités africaines » possède ses limites. Si la préhistoire peut éclaircir le problème des migrations (p. 23), elle ne saurait le faire pour la date de fondation de toutes les entités politiques précoloniales. Par conséquent, on ne peut pas dire que l'histoire africaine de certaines régions à une époque récente soit superficielle parce qu'écrite à partir des

sources extérieures. Il n'est pas vrai non plus que les peuples d'Afrique vivent « encore en marge de l'histoire universelle » (p. 23). Mais il est un fait que l'historiographie mondiale ferme hypocritement les yeux sur les événements du monde noir et en minimise l'importance dans l'évolution du monde. Cela ne durera pas. Le lecteur trouvera dans ce chapitre quelques indications bibliographiques sur la préhistoire du Zaïre.

Deux faits sont à retenir de l'exposé sur les langues zaïroises : l'unité fondamentale de tous les dialectes et le problème que pose l'adoption d'une langue unique dans l'administration et l'enseignement du pays. Toutes les langues se rattachent à une souche commune que les linguistes ont appelée le « proto-bantu ». T. Obenga donne un échantillon de paradigmes qui illustrent cette thèse. En outre, il dit avoir démontré dans un colloque au Caire (du 28 janvier au 3 février 1974) la parenté linguistique entre ce proto-bantu, l'égyptien ancien et le copte. Soulevant le problème d'une langue officielle africaine, il constate la présence de quatre langues à grande diffusion (le lingala, le kikongo, le tshiluba et la swahili), indique leur zone d'expansion et en tire une conclusion : le lingala a tous les atouts en main actuellement. C'est une erreur de croire que toutes ces quatre langues furent imposées aux minorités pendant la colonisation. Cela est partiellement vrai pour le lingala et le kikongo ; quant au tshiluba et au swahili le pouvoir colonial a légalisé une situation de fait antérieure à son implantation dans le pays. Elles étaient des langues commerciales dans les régions où elles sont parlées actuellement tout comme le lingala le long du fleuve. La situation du Kasai où l'on utilise deux langues d'instruction (le tshiluba et l'otetela) en fonction de l'implantation de chacune d'elles de part et d'autre du Sankuru, confirme ce point de vue.

Dans son inventaire sur les quatre langues nationales, T. Obenga ne signale pas le caractère international du swahili (il le fait pour le lingala). Nous savons que les populations du Kenya, de la Zambie et du Mozambique parlent cette langue et qu'elle est langue officielle en Tanzanie et en Uganda. Sa littérature est très riche et son enseignement fort développé dans certaines universités européennes et américaines où il existe un département de langues africaines. C'est le cas de la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Parmi les arguments avancés pour soutenir la thèse du lingala-langue-à-vocation nationale certains invitent à beaucoup de réserve. L'influence de la presse, de la télévision et de l'évangélisation se limite à la ville de Kinshasa ; l'intérêt porté au disque tient plus au rythme qu'à la langue

du musicien. Même si nous ajoutons le groupe des fonctionnaires (5) au nombre des usagers du lingala en dehors de Kinshasa, son empreinte nationale reste quand même superficielle. Parler et vouloir comprendre le lingala préoccupent les jeunes et une catégorie de populations urbaines. En d'autres termes, l'infiltration de la langue de la capitale à travers les masses rurales demeure presque nulle sur les trois-quarts du territoire national. Le maintien actuel des quatre langues paraît une bonne chose dans la mesure où le pays profite de la richesse culturelle de chacune d'elles. Si le lingala avait la capacité de se kongoliser, se lubaliser et de se swahiliser, il remplacerait progressivement et valablement les autres langues. Le mouvement actuel de sa progression est d'un autre ordre.

« Fondements humains du peuple zaïrois » est un chapitre qui dresse un tableau d'ensemble des ethnies regroupées en régions culturelles. La carte qui l'accompagne manque un peu de clarté : aucune indication ne permet au lecteur de reconnaître les différentes régions. En conclusion l'auteur estime que ce découpage est arbitraire mais il n'introduit pas les éléments qui suppriment les barrières observées par d'autres chercheurs. Nous songeons par exemple à J. Vansina auquel il emprunte les subdivisions et la carte sans le citer (6).

L'étude des civilisations traditionnelles fait l'objet du chapitre cinq. L'auteur a choisi vingt-huit groupes dont il donne le ou les noms, la situation géographique, les sous-groupes, la stratification ou la structure sociale et politique, les principaux termes de parenté et enfin un lexique de cent et deux mots identiques pour tous les dialectes (7).

Les ethnies sélectionnées ne représentent pas chacune des régions culturelles et l'ordre suivi n'est pas alphabétique (Tetela, Lega, Ntandu, Ding, Ngwi, Kuba, Bas'ikolombe...). Et, les éléments de civilisation étudiés manquent d'originalité souhaitée par l'auteur. Ainsi, par exemple, l'intérêt porté au nom, à la localisation, aux sous-groupes et à la stratification socio-politique se retrouve dans les ouvrages d'Olga Boone et de Jan Vansina (8) tandis que les termes de parenté et le lexique rappellent les écrits des voyageurs européens ou les monographies des premiers ethnologues.

Au-delà de cette remarque de détail, un problème de fond demeure. La description des groupes humains que Th. Obenga nous présente ne tient pas compte des études récentes qui corrigent ou complètent les monographies antérieures. La plupart de ces études se trouvent au campus universitaire de Lubumbashi où l'auteur a eu le projet de son livre (p. 8).

Examinons un cas, les Luluwa (PP. 133-138). T. Obenga écrit que « d'après les traditions leu nom primitif était : Mushilange (un Lange) – Bashilange (des Lange) ». Dans une étude parue en 1974 (9), nous avons démontré que cette appellation n'était pas un nom primitif mais une création des Cokwe. Ceux-ci accompagnèrent les premiers européens dans la vallée de la Lulua (P. Pogge, H. Wissmann, Ch. Bateman) qui utilisèrent d'abord ce nom puis l'abandonnèrent après une mise au point des gens de Kalamba Mukenge. Il s'agit d'un surnom péjoratif.

Sur la question des sous-groupes, disons que les Luluwa en possèdent plus de trois au sens de vastes clans utilisés par l'auteur. Et, au niveau des structures sociales et politiques, l'image que nous en donne le livre est incorrecte. Ce peuple n'a jamais érigé de royaume (p. 135 et 140) bien qu'à la fin du siècle dernier un de leurs grands chefs, Kalamba Mukenge, ait joué un grand rôle dans l'ouverture du pays luluwa au grand commerce luso-africain et ait pris la tête du mouvement de résistance armée contre l'implantation coloniale au Kasai. Les chefferies ont toujours été indépendantes les unes des autres.

Le Zaïre précolonial a connu plusieurs civilisations à caractère régional. La civilisation moderne, plus intégrée à l'idée d'une nation supra-ethnique, est en gestation. « Culture » signifie ici « pensée », « discours », « message » que le Zaïre apporte, à travers toute la production intellectuelle de son peuple, au reste du monde et qui fait sa particularité. C'est sous cet angle seulement que Théophile Obenga nous fait découvrir la nouvelle société zaïroise. Est-il possible, actuellement, de discerner ce message ? L'auteur nous répond par la négative parce que les fondements de la pensée lui échappent encore : « les moyens d'investigation nous manquent cruellement pour tenter une histoire aussi complète que possible de l'archéologie de la pensée au Zaïre » (p. 210). Il dit alors qu'il se contentera « d'une simple présentation des principales productions littéraires (au sens large) des intellectuels zaïrois » (p. 210). Il laisse donc au lecteur le soin de se faire une idée de cette culture.

L'aperçu sur la production intellectuelle s'étend des essais sur la littérature orale aux travaux de théologie africaine en passant par l'œuvre des écrivains (poètes et romanciers) et les publications universitaires. L'inventaire est presque complet et l'auteur en regrette les lacunes tout en se félicitant d'avoir joué le rôle de pionnier dans l'élaboration d'une telle synthèse (p. 260). Ce mérite est réel mais il abuse du superlatif dans l'appréciation de certaines œuvres littéraires ; parfois il jette trop de

roses à une personne et ceci peut remettre en cause l'objectivité de la critique sur son œuvre.

Le livre se termine sur une page et demie de conclusion : pour bien asseoir l'Unité Africaine sur des bases solides il faut que les peuples apprennent à se connaître.

Ntamba Luadia-Luadia.

(1) OBENGA Th., Le Zaïre. Civilisations traditionnelles et culture moderne (*Archives culturelles d'Afrique centrale*), Paris, Présence Africaine, 1977, 270 p. + 1 carte en dépliant hors-texte.

(2) OBENGA Th. La Cuvette congolaise. Les hommes et les structures. Contribution à l'histoire traditionnelle de l'Afrique Centrale, Paris, Présence Africaine, 1976. Recensé dans « Recherche, Pédagogie et Culture », vol. V, n° 28.

(3) « Un peu en aval de Nyangwe, occupé depuis 1856 par les Arabes... le fleuve quitte la région des savanes... ». C'est nous qui soulignons.

(4) Dimple based pottery : terme utilisé pour la première fois par le préhistorien anglais Louis S.B. Leakey pour désigner une poterie très ancienne découverte au Kenya sur la rive nord-est du Lac Victoria. Ce type de poterie est caractérisé entre autres par une fossette à la base.

(5) Dans certaines régions les fonctionnaires utilisent parfois le lingala (au lieu du français) par ignorance de la langue locale (swahili, tshiluba, kikongo) pour s'adresser à la population.

(6) VANSINA J., Introduction à l'ethnographie du Congo, Bruxelles-Kinshasa, 1966. Voir spécialement la table des matières (pp. 225-228) et la carte d'ensemble (p. 25).

(7) L'orthographe des mots n'est pas uniforme. On trouve parfois sur une même page les signes usuels suivis des caractères phonétiques de l'alphabet Africa, ex. pp. 67-80.

(8) BOONE O., Carte ethnique du Congo. Quart sud-est, Musée Royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 1961 ; Carte ethnique de la République du Zaïre. Quart sud-ouest, Musée Royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 1973.

VANSINA J., Introduction à l'ethnographie du Congo, Bruxelles-Kinshasa, 1966. Voir le plan d'analyse de chaque peuple.

La ressemblance avec ce dernier livre se remarque surtout dans l'étude de la stratification sociale et politique qui débute paradoxalement par des enseignements sur l'économie et les activités artistiques.

(9) NTAMBE LUADIA-LUADIA, « Les Luluwa et le commerce luso-africain, 1870-1895 », in *Études d'Histoire africaine*, IV, (1974), pp. 55-104.

GUY LE BOTERF ET FRANÇOIS VIALLET

Métiers de formateurs

Comment décrire leurs situations professionnelles
Paris, « E.P.I. », 1976.

Autour des années 1960, on assiste à un développement considérable de la demande en éducation d'adultes.

Les causes de ce phénomène sont probablement multiples. En effet, on peut attribuer ce mouvement autant aux nécessités d'adaptation à un milieu professionnel en bouleversement à partir des années

1950, qu'à l'expérience vécue par les mouvements populaires créés notamment à la fin de la guerre, qu'enfin aux nécessités, dans les différents secteurs de production de rattraper une formation professionnelle qui n'a pu se développer de 1940 à 1945.

Les multiples besoins d'éducation des adultes s'exprimaient, tant sur le plan général, que dans des buts plus directement professionnels.

Face à cette demande, les formes traditionnelles de formation professionnelle (apprentissage, Arts et Métiers, Éducation nationale, etc.) n'ont pas su répondre immédiatement par des propositions adaptées.

Se créent ou se renforcent dès cette époque, des clubs, des cabinets conseils, des organismes de formation qui sont nés et pour certains d'entre eux ont pu vivre de ces préoccupations et de ces besoins nouveaux.

En une dizaine d'années, se sont progressivement définis des métiers nouveaux de la formation des adultes.

À l'heure actuelle, l'étendue de ce phénomène est telle qu'elle s'inscrit bien comme une composante essentielle du monde moderne de l'éducation. D'ailleurs, l'Éducation nationale, mais également le C.N.A.M. (1), etc., n'essaient-ils pas avec plus ou moins de réussite d'adapter leurs structures, leurs moyens et leurs hommes à ces nouveaux besoins ?

Les auteurs des « Métiers de Formateurs », Guy Le Boterf et François Viallet, apportent une contribution importante aux tentatives actuelles de définition des nouveaux types de besoins de formation et des métiers de formateurs en proposant à la fois des outils d'analyse qu'ils ont eux-mêmes pratiqués et une typologie de ces nouveaux métiers d'éducation.

Dans un premier chapitre, les auteurs mettent en évidence la confusion qui règne actuellement dans le secteur professionnel de la formation et dans la perception qu'ont d'autres professionnels des métiers de formateurs. L'identification de ce nouveau type de métiers ne devrait-elle pas apparaître clairement en fonction :

- de filières déterminées de préparation aux métiers de la formation ;
- de critères permettant de juger de la « qualité » d'un formateur ;
- de l'identité du « formateur » par rapport aux autres métiers ;
- d'un statut, d'un type ou niveau de rémunération ?

Mais qui peut actuellement répondre de manière précise à ces différentes questions ? Un échantillon des termes désignant « les formateurs » est proposé : Il évoque près de cent dénominations utilisées.

(1) Centre National des Arts et Métiers.

Le deuxième chapitre expose une méthode générale de définition d'une situation professionnelle. « L'outil de travail décrit ici, et qui est à l'origine des résultats de cet ouvrage porte le nom d'analyse des situations professionnelles à des fins éducatives ». Il a été mis au point et expérimenté dans différents pays, par la société d'étude « Quaternaire Éducation » à laquelle appartiennent les auteurs. Sont abordés successivement dans cette partie de l'ouvrage :

- une définition de la notion de situation professionnelle ;
- comment se présente un questionnaire d'analyse de situation professionnelle ;
- une application de l'analyse des situations professionnelles aux formateurs.

Le troisième chapitre expose les résultats de cette dernière expérimentation et présente une typologie de situations professionnelles de formateurs. Quatre situations professionnelles modèles, dans le cadre d'institutions de formation professionnelle ou d'entreprise y sont présentées :

- le responsable de formation ;
- le gestionnaire de la formation ;
- le spécialiste des moyens audiovisuels ;
- l'enseignant.

À chacun de ces profils, correspond une fiche descriptive et des exemples d'organigrammes types indiquant la place respective de ces différents « formateurs » dans une institution de formation (Centre ou service d'entreprise).

Poursuivant cette méthodologie née d'expériences concrètes, le quatrième chapitre aborde quelques conséquences pratiques d'une définition des métiers de « formateurs ». Les auteurs prolongeant l'application de leur méthode tentent de déterminer des réponses justifiées aux questions suivantes :

- comment construire un programme de formation de formateurs ?
- comment redéfinir les rôles des formateurs d'une institution de formation en transformation ?
- comment conduire une vie professionnelle de formateur ?
- comment choisir un formateur à recruter ?
- comment évaluer une formation ?

Dans l'ensemble de cet ouvrage, les auteurs se défendent de décrire une méthodologie achevée, à plus forte raison, une approche globale qui négligerait les facteurs socio-politiques devant être inclus dans toute situation ou projet d'éducation d'adultes. C'est peut-être là la principale faiblesse de l'ouvrage que de ne pas avoir confronté la méthode générale proposée à des situations socio-politiques ou culturelles différentes, souvent dominantes sinon essentielles dans les résultats des for-

mations et le rôle des formateurs. Cette méthodologie n'implique-t-elle pas des choix politiques ? Est-elle applicable partout ? L'ouvrage ne répond pas à ces questions mais la conclusion insiste sur ces limites et invite chaque lecteur à une poursuite de la recherche entamée.

Cette étude a, à l'évidence, un intérêt pour tous ceux qui ont à décider en matière de formation et en particulier pour les formateurs. Mais l'essai méthodologique peut également permettre à tout éducateur, même s'il appartient à des institutions rôdées de longue date ou imitées des structures traditionnelles de l'éducation, non seulement d'observer et de mieux comprendre le développement récent dans la « nouvelle éducation des adultes » mais encore de se situer ou mieux de remettre en question ses habitudes de comportement. Cet ouvrage, constitue enfin, un élément non « fini » mais essentiel dans la clarification des situations nouvelles de la formation professionnelle.

Henri Grenié

• C.E.S.I. (Centre d'Études Supérieures Industrielles)

Actuel développement

Sommaire du N° 20

VOIX ET CONTRE-VOIX

- Un débat sur le thème de l'agro-industrie animé par H. Bichat (D.G.R.S.T.) entre un responsable de la grosse ingénierie et un universitaire (E.N.S.I.A.A.).
- Une interview de M. Kig Bafory (directeur général de la SODESUCRE) : Le plan sucrier ivoirien - Problèmes et perspectives.

AUJOURD'HUI A...

- Yves Lebas (journaliste) : Soudan : grenier des pays du golfe Arabe.

IL EST UNE FOIS

- M. Valdenayre : Le théâtre populaire et la vie quotidienne en Côte-d'Ivoire.

NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

- A. Dorozinski (O.C.D.E.) : DEVSIS (système d'information scientifique sur le développement).
- Le bilan de la Conférence Nord/Sud (M. Joffroy - Nations-Unies).
- H. de Farcy : Plein emploi, participation et développement rural.

COOPÉRATIONS

- La politique de l'I.N.S.E.E. en matière d'aide technique.
- M. Grison (UNESCO) : La participation française au projet Homme et Biosphère.
- L'entreprise coopérante : Les bonnes feuilles du livre de J.-P. Gardinier.
- M. Nesterenko : Les activités de la S.C.O.A.
- Les coopérants écrivent.

TECHNIQUES ET MÉTHODES

- H. Benoit (S.C.E.T. international) : Le plan de développement intégré des zones prioritaires du Nordeste brésilien.
- M. Michailof (C.C.C.E.) : Micro et minisucreries : une alternative aux grands complexes sucriers. Le cas indien.
- D. Bertaud (journaliste) : La petite entreprise clé en mains. Une expérience de la SATEC.
- J. Casas (I.N.R.A.) : Éducation, développement et société à Cuba.

BIBLIOSCOPIE

- À propos d'un livre : Un monde pour tous de Herrera O. Amílcar.
- Vient de paraître.